

Réorganisation du mouvement national algérien (1946-1954) :

I -La réapparition des partis nationalistes

1-L'UDMA

Après sa libération de prison le 16 mars 1946, Ferhat Abbas crée l'UDMA (Union Démocratique pour le Manifeste) un mois après en compagnie de Boumendjel, Saadane, Francis, Sator... Il prône la défense des idées du Manifeste du peuple algérien. Tirant les leçons du passé, il décida de se séparer du PPA. *« Ni assimilation, ni séparatisme écrit Ferhat Abbas à l'époque. Un peuple jeune, faisant son éducation démocratique et sociale, réalisant son équipement industriel et scientifique, poursuivant son renouvellement intellectuel et moral, associé à une grande nation libérale ; une jeune démocratie naissante guidée par la grande démocratie française ; telle est l'image et l'expression la plus nette de notre mouvement de rénovation algérienne »*. Il participe à l'élection de la 2^e assemblée constituante et rafle la majorité des sièges. Les députés de l'UDMA saisirent cette tribune pour revendiquer leur programme. Saadane arrive difficilement à se faire entendre lorsqu'il *« prétend ne plus savoir ce qu'il était »*. C'est à Ferhat Abbas qu'est revenu le rôle d'explicitier les propositions de l'UDMA sur l'avenir de l'Algérie. Il revendique une *« République autonome avec un gouvernement propre, des couleurs nationales, d'une citoyenneté algérienne, d'un parlement élu au suffrage universel détenant le pouvoir législatif.. »* En fin de compte, la 2^e assemblée constituante refusa de débattre sur le statut de l'Algérie et rappela que l'Algérie est formée de trois départements français.

Le 1^{er} congrès de l'UDMA se tient en octobre 1946. C'est l'heure du bilan. Abbas est fier d'avoir contribué à la libération de Messali Hadj. Le programme est tracé. L'heure est à l'union avec le MTLD. Une délégation de l'UDMA rencontra Messali à Paris pour présenter des listes communes lors des élections législatives de novembre 1946. Les discussions butent sur le programme. Ni Messali, ni les délégués de l'UDMA ne font la moindre concession. L'UDMA a finalement décidé de sursoir à sa participation à cette élection. Cependant, elle participa aux élections du Conseil de la République (24 novembre et 8 décembre 1946) et gagna quatre sièges sur sept.

Le débat sur le statut de l'Algérie est l'occasion pour l'UDMA pour présenter son projet qui prône la thèse fédéraliste. Fidèle à sa tradition, l'UDMA participa à toutes élections (élections municipales d'octobre 1947, élections à l'assemblée algérienne d'avril 1948...) mais ne fait pas le poids devant la montée en puissance du MTLD.

2 – Le MTLD

Messali est libéré le 11 août 1946 et s'installa à Paris avant d'atterrir à Alger en octobre. La ville d'Alger lui est interdite ainsi que les grandes villes, il s'installa à Bouzaréa. N'ayant pas le temps pour rénover son parti, il convoqua le comité central du PPA pour débattre sur la question des élections législatives. Armé par les conseils de Azam Pasha qui lui demanda de privilégier l'action légale, il convainquit les membres du comité central de la nécessité de participer aux élections législatives de novembre 1946. Son parti déposa des listes au nom du « Triomphe des libertés démocratiques ». Ses candidats ne ratèrent pas cette occasion pour rappeler les grandes lignes du programme de leur parti. L'administration ne lésina pas sur les moyens pour freiner l'élan du courant indépendantiste. Elle encouragea les candidatures administratives. Les listes de Sétif et d'Oran étaient rejetées sous différentes causes. L'absence de L'UDMA lui permet d'avoir cinq députés. Ceux –ci activèrent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Assemblée pour diffuser les idées du mouvement indépendantiste. Lors du débat sur le statut de l'Algérie entamé en août 1947, ils firent le procès du colonialisme. Pour eux, personne n'a le droit de déterminer le sort de l'Algérie si ce n'est une « Constituante algérienne souveraine » élue par un collège unique et au suffrage universel.

De 1947 à 1952, le PPA – MTLD a vécu différentes crises politiques. Mohammed Lamine est sorti grand vainqueur du congrès de 1947. Ses partisans arrivèrent en force au comité central. Député à l'Assemblée, il est naturellement considéré comme le deuxième homme du parti après Messali. Or, en moins de trois ans, il multiplia les erreurs au point de perdre de son poids avant d'être poussé à la démission. Ce « leader sans projet » selon la formule de Harbi a dressé contre lui en moins de trois ans la quasi-majorité du bureau politique. On lui a reproché le travail solitaire, le non-respect des directives du parti, le manque d'énergie lors des débats parlementaires. Isolé, abandonné par ses proches amis, il démissionna du PPA-MTLD en 1949.

Le parti est secoué en 1949 par une crise dite berbère. À l'origine, un groupe de jeunes originaire de la Kabylie et membre du MTLD décidèrent de soulever au sein de leur mouvement la question de la langue et la culture berbère. Cette mission est confiée à un jeune étudiant en droit en l'occurrence Rachid Ali Yahya qui, une fois élu à la tête de la fédération de France du parti, vota lui et ses amis une motion rappelant les trois composantes identitaires de l'Algérie : Amazighité, Arabité et Islamité. Messali cria au complot colonialiste et dépêcha en France des militants pour récupérer le siège du parti. Il finit par gagner cette bataille en excluant des instances du parti des militants taxés de berbérisme.

3 – Le PCA

Les communistes algériens participèrent aux élections législatives de la première constituante du 21 octobre 1945. Au sein de cette assemblée, ils veillèrent pour l'adoption du texte sur l'amnistie sur les événements de mai 1945, s'opposèrent à l'assimilation et revendiquèrent la parité entre musulmans et européens. Une année après, le PCA à l'élection de la deuxième constituante (02 juin 1946) a subi une défaite devant l'UDMA. Cherchant à se rapprocher des nationalistes, les communistes publièrent un manifeste en juillet 1946 qui contient des idées novatrices. L'objectif pour eux c'est « *la création immédiate d'une Assemblée et d'un gouvernement gérant toutes les affaires algériennes et la suppression du gouverneur général et de son administration coloniale désuète. Il n'y aurait plus qu'un représentant de la république française pour les questions intéressant les relations extérieures et les questions militaires...l'assemblée élue au suffrage universel comprendrait à titre transitoire un nombre égal de représentants musulmans et européens, et désignerait librement son gouvernement...* »

À part la parenthèse de 1951 au cours de laquelle tous les partis nationalistes se sont entendus pour la création d'un front contre l'administration en l'occurrence le «Front Algérien pour la défense et le respect de la liberté (FADRL), toutes les tentatives des communistes pour se rapprocher du MTLD et de l'UDMA ont échoué. Ces derniers n'oublièrent pas la position des communistes lors du massacre du mai 1945 et aussi leur appui à « la politique de l'Union française » et « leur adhésion sans conditions à la politique étrangère de l'URSS ».

II – Le Front Algérien pour la défense et le respect de la liberté (FADRL)

À la suite des élections législatives de juin 1951 qui a vu l'administration intervenir pour les truquer, les partis nationalistes entamèrent des négociations pour la création d'un front commun capable de tenir face aux dérives de l'autorité en place. Le 05 août une assemblée générale constitutive a réuni 700 délégués à Alger ; ceux-ci représentent l'UDMA, le MTLD, le PCA et les Oulémas. Un comité directeur et un secrétariat permanent sont mis en place. Le programme adopté négligea la question nationale qui ne fait pas l'unanimité et insista pour combattre le truquage des élections et la répression. Le front assura des activités politiques durant quelques mois (création de comités locaux, dénonciation des saisies de l'Algérie libre, meetings communs...) mais la participation du PCA aux élections cantonales du 7 et 16 octobre 1951 contre l'avis du MTLD et de l'UDMA fragilisa ce front commun qui ne tarda pas à disparaître.

Bibliographie sélective

1-Nouchi André, *La naissance du nationalisme algérien (1914-1954) tome 2*, édition seuil, Paris, 1962.

2-Kaddache Mahfoud, *Histoire du nationalisme algérien*, Alger, SND, 1989.

3-Benjamin Stora – Zakya Souad : *Ferhat Abbas, Une autre Algérie*, édition Casbah Alger, 1995.

4-KADDACHE Mahfoud, *Histoire du nationalisme algérien, Tome 1 (1919-1939)*, Paris méditerranéenne, 2004.

5-JULIEN Charles André, *l’Afrique du Nord en marche, Algérie Tunisie Maroc 1880-1952*. Editeur Omnibus, 2002.

6-Aboul Kassem SAADALLAH, *La montée du nationalisme en Algérie*, traduit de l’anglais par Nemine Fawzy Hemiry, Alger, Entreprise nationale du livre, 1983.